

Déclaration Spéciale des Ministres des Relations Extérieures de l'ALBA-TCP sur la situation de la Libye et de la Syrie.

Les Ministres des Relations Extérieures de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique , réunis à Caracas, Venezuela, le 9 septembre 2011, rappelant le Communiqué Spécial du Conseil Politique du 4 mars 2011 et le Communiqué Spécial du Conseil Ministériel du Domaine Social du 19 mars 2011 condamnent l'intervention de l'OTAN en Libye, et l'agression militaire illégale menée à bien sous la protection d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU en tirant profit avec opportunisme de la situation de conflit politique interne dans ce pays.

Ils dénoncent le fait que l'OTAN a conduit en Libye une opération militaire de changement de régime sous la doctrine de guerre préventive en manipulant l'ONU en fonction de ses intérêts géopolitiques et économiques et en violant la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité.

Ils exigent l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements et de l'intervention militaire de l'OTAN en territoire libyen.

Ils déplorent le fait que l'OTAN ait ignoré les insistantes démarches de l'Union Africaine à la recherche d'une solution de dialogue et de paix pour le conflit interne libyen.

Ils déplorent également le rôle complice de plusieurs grands médias d'information internationaux, qui se sont joints aux intérêts d'agression et qui se sont prêtés à distordre l'information sur ce qui a lieu en Libye.

Ils alertent de façon très urgente sur les menaces concernant le fait que se répète le même processus contre la Syrie, en profitant des difficultés politiques que vit cette nation arabe.

Ils réitèrent leur plus ferme engagement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination des peuples de Libye et de Syrie.

Ils rejettent dans les termes les plus énergiques toute intention de transformer la Libye en un protectorat de l'OTAN ou du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Pour contribuer à soutenir les efforts de paix que réclament la majorité des peuples du monde, les Ministres se mettent d'accord sur les actions suivantes :

- promouvoir la discussion à l'Assemblée Générale de l'ONU sur les dangereux précédents qui ont été créés en ce qui concerne la Libye et sur la protection des droits souverains de cette nation arabe d'Afrique pour garantir que la Libye ne se transforme pas en un protectorat de l'OTAN ou du Conseil de Sécurité de l'ONU.
- Constituer un Groupe de Travail de l'Assemblée Générale pour enquêter et contrôler l'usage des fonds gelés des réserves financières de la Libye, qui rende compte de ses résultats et de ses conclusions à l'Assemblée Générale.
- Appeler la communauté internationale à promouvoir une initiative d'enquête sur les crimes commis en Libye par l'OTAN au préjudice du peuple libyen, la destruction de ses infrastructures et les morts causées. Réaliser une compilation de la manipulation et des mensonges médiatiques mis en avant par l'empire pour justifier l'agression du peuple libyen.
- Demander au Secrétaire Général des Nations Unies une totale transparence et un

compte-rendu strict aux Etats membres en ce qui concerne son action sur le thème de la Libye et face à la Syrie ; et encourager à ce que son action réponde aux mandats accordés par l'Assemblée Générale, avant que de nouvelles actions d'intervention en Libye ne soient engagées. De même, demander au Secrétaire Général une réunion avec les pays de l'ALBA-TCP pour discuter de la situation en Libye.

- Demander que l'Union Africaine ait un rôle central pour en ce qui concerne les efforts en faveur de la paix en Libye.
- Refuser que le siège de la Libye aux Nations Unies soit occupé par une faction ou une autorité de transition illégitime imposée par l'interventionnisme étranger, et en conséquence promouvoir un débat complet au Comité d'Accréditation de l'Assemblée Générale de l'ONU destiné à empêcher que le siège de la Libye soit occupé jusqu'à ce qu'un gouvernement qui soit l'expression libre et souveraine de la volonté du peuple libyen se constitue de manière légitime et sans intervention étrangère.
- Proposer au gouvernement syrien l'envoi à Damas d'une mission de hauts représentants ou de Chanceliers de l'ALBA-TCP et qu'il accepte de s'en remettre sur ce sujet aux pays latino-américains et caribéens au moyen de l'UNASUR, du CARICOM, SICA et le Forum Unifié CALC-Groupe de Rio, et qu'il invite à participer ceux qui souhaitent se joindre à cette initiative.
- Promouvoir un débat au Bureau de Coordination du MNOAL sur les dangers qui entourent la Syrie.
- Soutenir, avec les pays Non-Alignés membres du Conseil de Sécurité, le projet de résolution mis en avant par la Russie et la Chine concernant la Syrie.
- Envoyer au Secrétaire Général de l'ONU cette Déclaration et demander qu'elle circule entre les Etats membres des Nations Unies comme document officiel de l'Assemblée Générale.

Vendredi 9 septembre 2011
(traduction Françoise Lopez)